



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Statuts

Question écrite n° 63853

Texte de la question

M Roger-Gerard Schwartzenberg appelle l'attention de M le ministre des affaires sociales et de l'intégration sur le décret no 92-876 du 28 août 1992 modifiant le décret no 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emploi des attaches territoriaux, qui prévoit l'intégration des inspecteurs des services sanitaires et d'actions sociales du cadre départemental au bénéfice des seuls titulaires d'un emploi comportant un indice brut terminal au moins égal à 780. Ceux-ci doivent en outre posséder un diplôme permettant l'accès au concours externe d'attache et justifier d'une ancienneté de service d'au moins dix ans dans un emploi public comportant un indice brut terminal au moins égal à 690. En revanche, le même texte prévoit l'intégration à grade équivalent de tous les personnels supérieurs des affaires sanitaires et sociales mis à disposition d'une autorité territoriale et optant pour la fonction publique territoriale. Il souhaite savoir ce qui est envisagé pour permettre l'intégration des inspecteurs départementaux exerçant les mêmes fonctions que leurs collègues de l'Etat, dans des conditions identiques.

Texte de la réponse

Reponse. - A l'occasion de la constitution de la filière sanitaire et sociale de la fonction publique territoriale, le décret no 92-876 du 28 août 1992 a prévu l'intégration d'un certain nombre de personnels dans le cadre d'emplois des attaches territoriaux. L'article 6 de ce décret posait un certain nombre de conditions pour pouvoir être intégrés. Il est vite apparu dans la pratique que l'application de cet article posait un problème. Une modification de ce décret a fait l'objet d'un accord entre les différents départements ministériels concernés. Un nouvel article vient assouplir les conditions d'intégration dans le cadre des emplois des attaches territoriaux. Cette disposition supprime la condition d'ancienneté demandée aux agents départementaux exerçant des fonctions au sein des services sociaux et ayant un indice brut terminal au moins égal à 780 pour être intégrés dans le cadre d'emplois des attaches. En exigeant cette condition uniquement des agents communaux titulaires d'un emploi spécifique, le nouvel article aligne les conditions d'intégration de ces agents départementaux sur celles des agents départementaux fixées dans le statut particulier. Le projet de décret sera prochainement publié au Journal officiel sitôt que le Conseil d'Etat l'aura examiné.

Données clés

Auteur : [M. Schwartzenberg Roger-Gérard](#)

Circonscription : - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 63853

Rubrique : Fonction publique territoriale

Ministère interrogé : affaires sociales et intégration

Ministère attributaire : fonction publique et réformes administratives

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 novembre 1992, page 5074